Autorisation d'occupation du domaine public

L'occupation du domaine public (trottoirs, places) par un commerce doit répondre à des conditions fixées par l'autorité administrative qui est en charge de sa gestion, généralement la commune. Elle nécessite une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, qui prend la forme d'un arrêté, et entraîne le paiement d'une redevance. La demande doit être formulée 15 jours en amont (délais administratifs).

Liens utiles

[Occupation du domaine public par un commerce \(AOT\)](#)